



ASSUMER UN NOUVEAU PROJET D'EUROPE ELARGIE

Christian Lequesne

(Directeur du CERI, Sciences Po)

Crise bancaire et financière, manque de compétitivité, difficulté à trouver un rôle international alors que les grands émergents s'imposent : la rengaine est toujours la même. L'Union européenne va mal, très mal. La faute est tantôt imputée à un couple franco-allemand qui ne s'aimerait plus autant qu'auparavant, à un élargissement qui aurait tué les institutions, à un manque cruel de dynamisme des acteurs économiques. Comment prendre du recul pour comprendre ce qui va mal depuis plusieurs années, et qui n'a pas commencé avec la crise financière de 2009 ? Faut-il rappeler que les peuples français et néerlandais rejetèrent en 2005 le traité constitutionnel européen ?

Il est nécessaire de partir d'un premier constat : le projet de la petite Europe occidentale s'est éteint avec la fin de la guerre froide. Cette Europe, qui était encore un horizon plausible lorsque Jacques Delors lançait le marché intérieur en 1985, avait été pensée comme un modèle réduit en membres devant évoluer progressivement vers un fédéralisme institutionnel fortement impulsé par la France et l'Allemagne. Sa dernière chance de voir le jour fut, en 1994, la proposition dite Schäuble-Lamers par laquelle les chrétiens-démocrates allemands proposèrent aux Français d'évoluer avec leur pays récemment réuni et

quelques autres vers un fédéralisme nourri par le projet d'UEM. A l'époque, le gouvernement français refusa. Ce fut la fin de l'idée de petite Europe conçue comme un noyau dur. En France, les pro-Européens ne s'en sont en quelque sorte jamais remis. Au lieu de rebondir sur cet échec en trouvant un nouveau discours positif capable de mobiliser l'opinion, ils se sont mis à pleurnicher sur le triomphe de l'Europe britannique, à accuser l'élargissement de tous les maux, et à prêcher pour un impossible noyau dur dont rapidement les Allemands ne voulurent plus.

En parallèle, la grande Europe faisait son chemin au rythme du délitement de l'Union soviétique, passant de douze membres en 1994 à vingt-sept en 2007. Grâce à ces adhésions, cette nouvelle Union élargie – issue du monde communiste – a fait un bond en avant remarquable quant à la démocratisation de ses institutions et à la mise en place de l'économie de marché. En même temps, elle a été un facteur d'hétérogénéité pour le projet européen : différentiel de niveau de développement économique, absence de référence positive au fédéralisme, faible confiance dans le *leadership* des grands Etats et donc dans le couple franco-allemand.

N'ayons pas peur des grands mots : la construction européenne a changé de paradigme. Elle est devenue en priorité une formidable expérience de stabilisation de la démocratie, des règles de marché et des valeurs occidentales pour un continent en recomposition. A l'échelle mondiale, l'élargissement de l'Union européenne est un considérable succès. Vu de l'extérieur, il constitue avec l'euro la grande réussite de la construction européenne depuis vingt ans. Cependant, les pro-Européens occidentaux, qui ont rêvé d'une petite Europe construite autour d'un noyau dur, y ont vu un renoncement. Ils n'ont donc pas été capables de valoriser politiquement une Union qui s'est renforcée en tant que premier acteur commercial mondial, qui est un des seuls régimes politiques non étatique de la planète à stabiliser la démocratie par un contrat globalement respecté, mais qui reste aussi un exceptionnel réservoir de matière grise.

La crise des banques et de la dette que connaît le vieux continent ne lui sont en rien spécifiques. Cette crise a montré plus que jamais que l'Union ne peut pas vivre isolée des mouvements d'un monde plus vaste. Alors que la situation économique des nouveaux Etats de l'Union se rapproche chaque jour de celle des anciens, rendant caduc le fantasme du plombier polonais, il faut cesser d'être nostalgiques de l'impossible noyau dur et assumer un nouveau projet d'Europe élargie. Pour le nourrir, trois avancées préalables sont indispensables.

Il faut dynamiser les économies en positionnant l'industrie et les services sur des produits haut de gamme à forte valeur ajoutée, ce que les Allemands font seuls avec grand succès ; il faut se montrer plus attractifs aux non Européens à fort potentiel en mettant en place une politique migratoire beaucoup moins frileuse, et en positionnant davantage les universités et les centres de recherche dans la concurrence mondiale ; enfin, il faut défendre la démocratie lorsque celle-ci est menacée en dehors de l'Europe tout en respectant la souveraineté des peuples, ce que les Français et les Britanniques ont bien fait en Libye. C'est de la réussite dans la réalisation de tels objectifs que l'on pourra, dans un deuxième temps, aller vers un modèle institutionnel fédéral que le débat sur la gouvernance économique a remis à l'ordre du jour.